



TOULOUSE BUSINESS SCHOOL

1 Place Alfonse Jourdain

31 000 TOULOUSE

ci-après dénommé TBS EDUCATION

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE & ACHEMINEMENT EN ÉLECTRICITÉ ET EN GAZ
NATUREL ET SERVICES ASSOCIÉS

SOMMAIRE

DEFINITIONS ET GLOSSAIRE	5
1.1. DÉFINITIONS	5
1.2. GLOSSAIRE ELECTRICITÉ.....	5
1.3. GLOSSAIRE GAZ NATUREL.....	8
2. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	10
2.1. OBJET DU CONTRAT	10
2.2. FORME DU CONTRAT	10
2.3. ALLOTISSEMENT ET QUANTITÉ	11
2.4. AJOUT/RETRAIT DE POINT DE LIVRAISON – LOT N°1	11
2.5. DUREE DU CONTRAT	12
2.5.1. <i>Durée de l'accord cadre</i>	12
2.5.2. <i>Durée des marchés subséquents</i>	12
2.6. VARIANTES.....	12
2.7. CLAUSE GENERALE DE REEXAMEN	12
2.8. MODIFICATION DU CONTRAT	13
3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	13
3.1. PIECES PARTICULIÈRES.....	13
3.1.1. <i>Pièces de l'accord cadre</i>	13
3.1.2. <i>Pièces des marchés subséquents</i>	14
3.2. PIÈCES GÉNÉRALES.....	14
4. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°1 - ELECTRICITE.....	14
4.1. CONDITIONS DES PRIX DANS L'ACCORD-CADRE	14
4.2. CONTENU DES PRIX.....	15
4.3. STRUCTURE DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES	15
4.4. FORME DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES	16
4.5. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE - LOT N°1 – FACULTATIVE	16
4.6. COUT INDUIT PAR LE MECANISME DE CAPACITE	16
4.7. ÉVOLUTION DES PRIX	17
4.7.1. <i>Évolution du Turpe</i>	17
4.7.2. <i>Évolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par RTE</i>	18
4.7.3. <i>Évolution du prix du mécanisme de capacité</i>	18
5. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°2 - GAZ NATUREL.....	19
5.1. CONDITIONS DES PRIX	19
5.2. CONTENU DES PRIX.....	19
5.3. STRUCTURE ET FORME DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES.....	20
5.3.1. <i>Structure des prix pour les marchés subséquents</i>	20
5.3.2. <i>Forme des prix pour les marchés subséquents LOT N°2 - Gaz Naturel</i>	20
5.4. EVOLUTION DES PRIX (ATRT ET ATRD)	20
5.5. EVOLUTION INDUITE A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2026 PAR LES CERTIFICATS DE PRODUCTION BIOGAZ 21	

6. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIES (CEE)	21
7. ÉVOLUTION INDUITE PAR LA REGLEMENTATION	22
8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	23
8.1. REGLES CONTRACTUELLES DEFINIES AU STADE DES MARCHES SUBSEQUENTS	23
8.2. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	23
8.2.1. Conditions de la mise en concurrence	23
8.2.2. Documents remis aux titulaires	24
8.2.3. Modalités de remise de l'offre	24
8.2.4. Documents à produire au stade des offres	24
8.3. CRITERES D'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	25
8.3.1. Le critère financier (prix)	25
8.3.2. Le critère technique	25
8.3.3. Classement final	26
9. MODALITE TECHNIQUE DE BASCULE	26
10. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ – LOT N°1	26
10.1. RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	27
10.1.1. Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents	27
10.2. DETACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	28
10.3. MODALITE D'ENVOI DES ORDRES DE SERVICE	28
11. GESTION DES DONNEES ET RELATIONS ENTRE TBS EDUCATION, LE TITULAIRE ET GESTIONNAIRE DE RESEAU	28
11.1. RELATION ENTRE LE TITULAIRE ET TBS EDUCATION (RESPONSABLE CLIENT)	28
11.2. RELATION ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHÉ ET LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION	29
11.3. REUNIONS	30
11.3.1. Réunion de lancement	30
11.3.2. Réunion de bilan annuel	30
12. OPTIMISATION DES COÛTS D'ACCÈS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION	31
13. FACTURATION	31
13.1. OBJET DE LA FACTURATION	32
13.2. PERIODICITE DE LA FACTURATION LOT N°1	32
13.2.1. Points de livraison d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA	32
13.2.2. Points de livraison d'une puissance supérieure à 36 kVA	32
13.3. PERIODICITE DE LA FACTURATION LOT N°2	32
13.4. MODALITES DE FACTURATION ET MODE TRANSMISSION	33
13.4.1. Documents de facturation	33
13.4.2. Facturation groupée	33
13.4.3. Facturation détaillée	34
13.4.4. Pré-contrôle et gestion des erreurs de facturation	34
13.4.5. Paiement des sommes dues au titre de l'accès au réseau et des prestations spécifiques du catalogue du GRD	34
14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	34
14.1. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	35
14.2. MODALITES DE FACTURATION	36
14.2.1. Dispositions générales	36
14.2.2. Scission des flux de facturation par contrat	36
14.3. AVANCES	36
15. OBLIGATIONS	37
15.1. OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE L'ACCORD CADRE DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	37

15.2.	OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE CHAQUE MARCHÉ SUBSEQUENT	37
15.2.1.	<i>Clause environnementale.....</i>	37
15.2.2.	<i>Information liée à l'évolution du prix de la fourniture d'énergie électrique et de gaz naturel ...</i>	37
15.2.3.	<i>Communication de fichiers à TBS EDUCATION.....</i>	38
15.3.	INTERLOCUTEUR PRIVILEGE DE TBS EDUCATION	38
15.4.	COMMUNICATION PAR LES TITULAIRES	39
15.5.	INFORMATION LIEE A LA MODIFICATION DES STATUTS DES TITULAIRES	39
16.	ESPACE CLIENT EN LIGNE	39
17.	MISE À DISPOSITION DES DONNEES DE CONSOMMATIONS DE FACTURATION	40
17.1.	FICHER DES DONNEES DE CONSOMMATION ET DE FACTURATION	40
17.2.	FEUILLET RECAPITULATIF ANNUEL	40
18.	PENALITES.....	40
19.	AUTORISATION DE FOURNITURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL	42
20.	ASSURANCES.....	42
21.	CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES.....	42
22.	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITÉ	42
22.1.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	42
22.2.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	43
22.3.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	43
23.	RESILIATION ET DEFAILLANCE	44
24.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	45
25.	LISTE DES ANNEXES AU CCP	45

DEFINITIONS ET GLOSSAIRE

1.1. DÉFINITIONS

« **Accord-cadre multi-attributaires** » : Permet de présélectionner plusieurs opérateurs économiques (fournisseurs d'électricité et/ou de gaz naturel) en vue de conclure un contrat avec le pouvoir adjudicateur établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée.

L'accord-cadre s'exécute par la conclusion de marchés subséquents lorsqu'il ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles et par émission de bons de commande lorsqu'il fixe toutes ces stipulations contractuelles.

« **Le Marché subséquent** » est le marché passé sur le fondement de l'Accord-Cadre. Il peut venir compléter les dispositions de l'accord-cadre sans le modifier substantiellement. Le marché subséquent est passé suite à la remise en concurrence des titulaires de l'Accord-cadre.

« **Les Titulaires de l'accord cadre** » sont les opérateurs économiques (fournisseurs d'électricité et /ou de gaz naturel) qui ont conclu l'Accord-Cadre avec TBS EDUCATION.

« **Le Titulaire du marché subséquent** » est l'attributaire d'un marché subséquent, suite à remise en concurrence, étant entendu qu'il n'y a qu'un titulaire par marché subséquent.

1.2. GLOSSAIRE ELECTRICITÉ

Basculement

Processus de transfert des points de livraison vers le périmètre d'équilibre du titulaire du marché. Le transfert est réalisé par le gestionnaire de réseau de distribution à la demande du titulaire.

BT

Basse tension en courant alternatif (Tension < 1 000 V)

CARD

Le contrat d'accès au réseau de distribution (CARD) est signé entre le gestionnaire de réseau de distribution et le client final. Le CARD définit les responsabilités du client et du gestionnaire de réseau de distribution en matière d'accès et d'utilisation du réseau sur le point de livraison concerné. Il précise notamment les conditions de raccordement, les modalités relatives au comptage et aux puissances souscrites ou injectées, les dispositions propres à la continuité et à la qualité de fourniture, ainsi que les tarifs.

Catalogue des prestations d'un gestionnaire de réseau (ENEDIS ou ELD) proposées aux clients et fournisseurs et producteurs

Tarifs publics des prestations de service du distributeur proposés à tous les utilisateurs du réseau public d'électricité qui lui est concédé.

Catalogue des prestations d'un gestionnaire de réseau (ENEDIS ou ELD) proposées aux responsables d'équilibre

Tarifs publics des prestations de service du distributeur proposé aux responsables d'équilibre.

COMPOSANTES TURPE

- **CG** : Composante annuelle de gestion
- **CC** : Composante annuelle de comptage
- **CS** : Composante annuelle des soutirages

- **CMDPS** : Composante mensuelle des dépassements de puissance souscrite
- **CER** : Composante annuelle de l'énergie réactive
- **CACS** : Composante annuelle des alimentations complémentaires de secours
- **CR** : Composante de regroupement
- **CDPP** : Composante annuelle des dépassements ponctuels programmés
- **CI** : Composante annuelle des injections

Contrat GRD-Fournisseur

Contrat définissant les droits et devoirs entre le fournisseur d'énergie électrique et le GRD en matière d'accès au réseau public de distribution, d'utilisation du réseau public de distribution, et d'échange des données nécessaires relativement aux points de livraison des clients raccordés au réseau public de distribution géré par le GRD, ayant pour objectif de permettre au fournisseur de proposer au client, dont il assure la fourniture exclusive, la conclusion d'un contrat unique regroupant la fourniture d'énergie électrique, l'accès au réseau public de distribution et son utilisation.

Contrat unique

Contrat regroupant la fourniture d'électricité, l'accès et l'utilisation des réseaux, conclu entre un client et un fournisseur d'électricité pour un ou des points de livraison. Conformément à l'article L111-92 du code de l'Énergie, la possibilité pour un fournisseur d'offrir un contrat unique à des clients est subordonnée à la signature préalable par le fournisseur d'un contrat avec le gestionnaire du réseau de distribution du territoire concerné.

CRE

Commission de Régulation de l'Énergie. Autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel en France, la CRE concourt au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel au bénéfice des consommateurs finaux et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique.

ELD

Entreprise Locale de Distribution compétente sur un territoire indépendant de celui du principal gestionnaire de réseau (ENEDIS).

ENEDIS

ENEDIS (Ex ERDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) : 95% du territoire français continental.

Garantie d'origine

Le système de garanties d'origine permet de labelliser la production d'électricité afin de montrer au client final qu'une part ou une quantité déterminée d'électricité est d'origine renouvelable ou produite par cogénération.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Toute personne physique ou morale responsable de l'exploitation, de l'entretien et, si nécessaire, du développement du réseau de distribution dans une zone géographique donnée et, le cas échéant, de l'interconnexion avec d'autres réseaux. Cette personne est également chargée de garantir la capacité à long terme du réseau à satisfaire une demande raisonnable de distribution d'électricité.

HTA

Haute tension raccordée au réseau public de distribution (domaine compris entre 1 000 et 50 000 V).

NOME (Loi)

Loi N°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité.

Obligation de capacité

L'obligation de capacité désigne l'obligation, pour tout fournisseur, de contribuer à la sécurité d'approvisionnement en électricité conformément à l'article L. 335-1 du code de l'énergie en disposant, pour chaque année de livraison, de garanties de capacité valables pour cette année de livraison.

PDL

Point De Livraison de l'électricité. Appellation des références clients pour lesquels est acheminée l'électricité.

RAE

Référence Acheminement Électricité

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant légal du coordonnateur de TBS EDUCATION, pour la phase de passation, signature et notification de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents.

Responsable d'équilibre

Opérateur qui s'est contractuellement engagé auprès du gestionnaire de réseau de transport d'électricité, RTE, à financer le coût des écarts constatés a posteriori entre électricité injectée et électricité consommée, au sein d'un périmètre d'équilibre contractuel.

Le responsable d'équilibre peut être un fournisseur d'électricité (français ou étranger), un consommateur (site d'un groupe, entreprise désignée par un groupe d'entreprises) ou n'importe quel tiers (banque, courtier...). Le périmètre d'équilibre contractuel est constitué par des moyens d'injection (sites physiques de production, achat en bourse ou à d'autres acteurs, importations) et des éléments de soutirage (sites physiques consommateurs, vente en bourse ou à d'autres acteurs).

Segment d'appartenance du point de connexion en soutirage ENEDIS

- **C2** : Point de connexion raccordé en HTA, auquel est associé un contrat unique et pour lequel la reconstitution des flux est assurée via la courbe de charge mesuré
- **C4** : Point de connexion raccordé en BT > 36 kVA, auquel est associé un contrat unique
- **C5** : Point de connexion raccordé en BT < 36 kVA, auquel est associé un contrat unique

Taxes et contributions : CTA – Accise sur l'électricité

- **CTA** : Contribution Tarifaire d'Acheminement. Finance la caisse nationale des industries électriques et gazières (CNIEG). La CTA est assise sur les éléments fixes du TURPE (composante de comptage, de gestion, part fixe de la composante des soutirages et des alimentations complémentaires et de secours). Son taux est défini par arrêté ministériel.
- **Accise sur l'électricité** : regroupe les 3 taxes de consommation finale de l'électricité dont la gestion est confiée depuis le 1^{er} janvier 2022 à la Direction générale des finances publiques :
 - La taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE),
 - La taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE),
 - La contribution au service public d'électricité (CSPE), parfois nommée taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE).

TRV

Tarifs Réglementés de Vente fixés par les pouvoirs publics. Tarifs bleus : tarifs inférieurs à 36 kVA. Tarifs jaunes, verts : tarifs supérieurs à 36 kVA.

TURPE

Les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) ont été fixés par la loi du 10 février 2000. Cette loi précise que les modalités de mise en œuvre et les évolutions de ce tarif sont définies

par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et approuvées par décisions ministérielles. Ce tarif est payé par tous les utilisateurs des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité et est conçu pour apporter un financement à l'entretien, à la gestion et au développement de ces réseaux.

TVA

Taxe sur la Valeur Ajoutée. Assise sur l'ensemble de la facture au taux de 20% actuellement en vigueur (y inclus sur les taxes CTA, CSPE et TCFE). Les taxes et contributions sont facturées par les fournisseurs d'électricité au client final.

1.3. GLOSSAIRE GAZ NATUREL

ATRT

Accès des Tiers au Réseau de Transport est le tarif qui permet de rémunérer les GRT.

ATRD

Accès des Tiers au Réseau de Distribution est le tarif qui permet de rémunérer les GRD.

Catalogue des prestations d'un gestionnaire de réseau (GRDF)

Ensemble des prestations proposées aux clients, fournisseurs et producteurs, dont les prestations de base sont couvertes par le tarif d'acheminement, les autres prestations étant payantes à l'acte ou récurrentes.

CAR

Consommation annuelle de référence.

Contrat des conditions de Livraison

Le contrat des conditions de livraison répond aux besoins des clients qui n'ont pas d'attentes spécifiques vis-à-vis de GRDF en leur permettant d'avoir un seul interlocuteur : le fournisseur. Il s'adresse aux clients dont les relevés sont semestriels ou bien à ceux dont les relevés sont mensuels lorsque le compteur est d'un débit maximum inférieur ou égal à 100 m³/h et qu'ils ne souscrivent pas un des services de maintenance ou de pression.

CRE

Commission de Régulation de l'Énergie. Autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel en France, la CRE concourt au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel au bénéfice des consommateurs finaux et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique.

ELD

Entreprise Locale de Distribution compétente sur un territoire indépendant de celui du principal gestionnaire de réseau (GRDF).

GRDF

Gaz Réseau Distribution France est le principal distributeur de gaz naturel du territoire français.

Garantie d'origine

Le système de garanties d'origine permet de labelliser la production de gaz naturel afin de montrer au client final qu'une part ou une quantité déterminée de gaz naturel est d'origine renouvelable (biométhane).

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Gestionnaire du réseau de distribution (GrDF ou une ELD). Le réseau public de distribution appartient aux autorités concédantes (communes ou regroupements de communes), qui lui en confient la gestion par une délégation de service public. Le GRD est ainsi responsable de la continuité et de la qualité de la fourniture d'électricité, ainsi que de l'accès au réseau de distribution sans discrimination.

GRTgaz

Est le principal gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel en France hors quart sud-ouest

PCE

Point de Comptage et d'Estimation

PDL

Point De Livraison de gaz naturel. Appellation des références clients pour lesquels est acheminée le gaz naturel.

Responsable d'équilibre

Les responsables d'équilibre sont des opérateurs qui se sont contractuellement engagés pour le périmètre correspondant à leurs clients auprès du gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel (GRT/TIGF) à compenser le coût des écarts constatés a posteriori entre électricité injectée et électricité soutirée.

TEREGA (Ex – TIGF)

TEREGA (Ex TIGF : Transport et infrastructures Gaz France) est le gestionnaire du réseau de transport gaz dans le quart sud-ouest de la France qui est également spécialisé dans le stockage du gaz naturel.

Taxes et contributions :

- **CTA** : Contribution Tarifaire d'Acheminement. Finance la caisse nationale des industries électrique et gazières (CNIEG). Son taux est défini par arrêté ministériel.
- **Droit d'Accise sur le gaz naturel** : Taxes Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (ex TICGN). Elle est collectée par les fournisseurs de gaz naturel auprès de leurs clients. Son taux est défini par arrêté ministériel et est reversée au Trésor public
- **TVA : Taxe** sur la Valeur Ajoutée. Le taux réduit de 5,5% s'applique sur tous les termes fixes qui composent la facture (abonnement, ATRT part fixe, ATRD part fixe, et la CTA). Pour la consommation et les taxes indexées à la consommation (TICGN), la TVA est au taux normal de 20%.

2. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

2.1. OBJET DU CONTRAT

Le présent Accord-Cadre a pour objet de définir les termes et conditions pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel alimentant les points de livraison de TBS EDUCATION et la fourniture de services associés.

Il se présente sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents.

Ils sont situés en France Métropolitaine et sont raccordés à un réseau de distribution d'électricité géré par ENEDIS et à un réseau de distribution de gaz naturel géré par GRDF.

L'objet de l'accord-cadre comprend les prestations ci-dessous désignées :

- La fourniture complète en énergie électrique et gaz naturel des points de livraison alimentant les points de livraison qui appartiennent ou sont gérés par TBS EDUCATION et sont situés dans le périmètre du présent accord-cadre (sites actuels ou à venir : voir article 10 du présent CCP) ;
- L'accès aux réseaux publics de distribution (Enedis et GRDF) et son utilisation pour les points de livraison de TBS EDUCATION situés dans le périmètre du présent accord-cadre, dans le cadre d'un contrat unique ;
- La mission de responsable d'équilibre inclus dans le prix de la fourniture en énergie, conformément à l'article L.321-15 du Code de l'énergie ;
- Les services associés à la fourniture d'énergie électrique et de gaz naturel.

Il définit les conditions administratives, techniques et financières applicables à l'Accord-Cadre et aux marchés subséquents. Par marché, on entend donc l'Accord-Cadre et ses marchés subséquents.

Les Titulaires de l'Accord-Cadre et les Titulaires des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel, défini à l'article 3 du présent CCP.

À titre indicatif, la bascule des points de livraison interviendra au 1^{er} janvier 2026, selon les marchés subséquents lancés.

TBS EDUCATION autorise les candidats à demander et recevoir les données de consommation de leurs sites raccordés au réseau public de distribution d'électricité et de gaz naturel, dans le cadre du présent accord cadre.

Cette présente autorisation figurant dans le DCE est consentie pour toute la durée de la procédure y compris les marchés subséquents.

Le titulaire du marché subséquent concerné sera autorisé à collecter l'ensemble des données de consommations et courbe de charge auprès du gestionnaire de réseau à compter de l'attribution du marché subséquent jusqu'à son échéance.

2.2. FORME DU CONTRAT

Il s'agit d'un accord-cadre multi-titulaires, qui s'exécute par la conclusion de marchés subséquents, dont le volume (quantité) maximum par lot, indiqué en suivant, sur la durée de l'accord cadre, conclu conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique et selon la procédure de l'appel d'offres ouvert des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

- Volume maximum du LOT N°1 - Électricité : **11 500 MWh**
- Volume maximum du LOT N°2 - Gaz naturel : **11 500 MWh**

Sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, les cinq (5) premiers candidats issus du classement des offres par lot, dont les offres au stade de l'Accord-Cadre ont été jugées économiquement les plus avantageuses, seront remis en concurrence pour les marchés subséquents.

2.3. ALLOTISSEMENT ET QUANTITÉ

L'accord Cadre est alloti.

La liste indicative des points de livraison est fournie en annexe 2 du présent CCP.

	LOT N°1 Électricité	LOT N°2 - Gaz naturel
Énergie	Électricité	Gaz Naturel
Type de compteurs	C2/C4/C5	T3
Nombre de sites	8	2
Volume (estimatif annuel en MWh/an)	1894,632	1 855,173

Une mise à jour de la liste des points de livraison et de l'historique des données de consommations associées sera transmise aux titulaires de l'Accord-Cadre au stade de la consultation permettant l'attribution du premier marché subséquent.

2.4. AJOUT/RETRAIT DE POINT DE LIVRAISON – LOT N°1

Ponctuellement et en sus des points de livraison indiqués au stade de la consultation permettant l'attribution de l'Accord-Cadre et du marché subséquent, de nouveaux points de livraison de même nature pourront être rattachés ou détachés du ou des marchés subséquents en cours, aux mêmes conditions de prix, et dans la limite **de 10%** du cumul des consommations annuelles de référence indiquées sur le DQE du marché subséquent concerné. Ces ajouts/retraits ne feront pas l'objet d'une modification de marché mais d'un ordre de service par TBS EDUCATION.

Dans la mesure où les conditions précitées ne seraient pas remplies, l'intégration des nouveaux points de livraison fera l'objet d'une consultation par un nouveau marché subséquent.

Le candidat pourra proposer une flexibilité avec ou sans netting. Par le terme « netting », nous entendons l'effet compensatoire du volume des entrées et sorties de sites sur le calcul du volume maximal ou minimal autorisé durant la durée du marché concerné.

Le candidat devra détailler ses modalités de calcul de la flexibilité dans son mémoire technique et dans le cadre de réponse technique.

2.5. DUREE DU CONTRAT

2.5.1. Durée de l'accord cadre

L'Accord-Cadre est conclu avec les titulaires **pour une durée de quarante-huit mois (48)** à compter de la notification de l'acte d'engagement de l'Accord-Cadre.

2.5.2. Durée des marchés subséquents

La durée du marché subséquent ainsi que la période durant laquelle a lieu la fourniture d'énergie sont indiquées dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent. Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de leur notification au titulaire.

L'acte d'engagement de chacun de ces marchés mentionne également la date de début de fourniture, définie comme la date de début d'exécution de l'obligation d'acheminement et de fourniture d'énergie.

Les prestations de fourniture d'énergie prennent fin, soit totalement, à la fin du marché subséquent, soit partiellement, en cas de détachement anticipé d'un point de livraison en application de l'article 10.2 du présent CCP.

Le décalage entre la date de notification du marché subséquent et celle de début de fourniture tient notamment compte des démarches accomplies auprès des GRD (procédure de changement de fournisseur) dans le cadre des opérations de bascule préalables à l'exécution des prestations (articles 9 et 10 du CCP).

S'agissant du premier marché subséquent, il est envisagé que le début de fourniture intervienne au **1^{er} janvier 2026**. Les marchés subséquents couvriront la fourniture d'électricité et de gaz naturel jusqu'au 31/12/2029.

2.6. VARIANTES

Les variantes ne sont pas admises au stade de l'accord-cadre.

Les variantes seront acceptées pour chaque marché subséquent, dans la mesure où :

- Elles ne contredisent aucun point figurant au présent accord-cadre ;
- Elles constituent une amélioration technique ou financière du C.C.P. propre au marché subséquent sans en remettre en cause les caractéristiques essentielles.

2.7. CLAUSE GENERALE DE REEXAMEN

Les candidats doivent répondre obligatoirement à l'ensemble des prestations demandées dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

Le présent accord-cadre pourra, en cas de modifications des prestations prévues à l'accord-cadre, faire l'objet d'une ou plusieurs modifications au sens des dispositions des articles L.2194-1, R.2194-1 et suivants. Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCP sous la forme de la présente clause de réexamen.

Toute modification en cours d'accord-cadre fera l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme d'un avenant dans les cas suivants :

- Rajout, modification ou suppression de prestations ;
- Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire (sauf si la révision est examinée comme excessive) qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes (normes environnementales, nouvelles taxes...) et qui étaient imprévisibles et extérieures au titulaire et imposées par le droit national.
- Le changement de titulaire dans le cadre d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché.

2.8. MODIFICATION DU CONTRAT

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément au chapitre IV : Modification du marché du Code de la commande publique (Titre IX : Exécution du marché).

3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

3.1. PIECES PARTICULIÈRES

3.1.1. Pièces de l'accord cadre

Les pièces contractuelles de l'Accord-Cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **L'acte d'engagement par lot (A.E.)** et ses annexes ;
- **Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)** et ses annexes communes à l'Accord-cadre et aux marchés subséquents, dont seuls les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font foi
 - **Annexe 1** : Le cadre de réponse technique – grille technique d'analyse détaillée éventuellement accompagné du mémoire technique fourni.
 - **Annexe 3** : Autorisation d'accès aux données du gestionnaire de réseau
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG)** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCP
- **Le mémoire technique** pour compléter le cadre de réponse technique

Les pièces suivantes de l'Accord-Cadre ne sont pas contractuelles :

- **Annexe 2** : La liste des points de livraison et des données techniques associées

- Le Bordereau des Prix Unitaires (**BPU**) et Le Détail Quantitatif Estimatif de l'offre (**DQE**)

3.1.2. Pièces des marchés subséquents

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **Les pièces constitutives de l'Accord-Cadre** (ci-dessus mentionnées)
- **L'Acte d'Engagement par lot du marché subséquent valant CCP et ses annexes**, complété, daté et signé par le titulaire
- **Annexe 1** : Bordereau des Prix Unitaires (**BPU**) par lot
- **Annexe 2** : Les listes des Points de Livraison et données techniques associées (mises à jour)
- **Le mémoire technique complémentaire** de l'attributaire du marché subséquent, le cas échéant

3.2. PIÈCES GÉNÉRALES

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G. FCS)** approuvé par Arrêté du 30 mars 2021 ;
- **Le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE)** en vigueur (pour le lot 1) ;
- **Les conditions standard et le catalogue des prestations ENEDIS** proposées aux clients et aux responsables d'équilibre en vigueur (pour le lot 1) ;
- **Le contrat des Conditions de distribution** conclue avec le gestionnaire de réseau de distribution de gaz naturel en vigueur (pour le lot 2) ;
- **Les conditions de distribution et le catalogue des prestations GRD** en vigueur (pour le lot 2) ;

REMARQUE : S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, chaque titulaire étant supposé en avoir pris connaissance. Le Titulaire ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

4. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°1 - ELECTRICITE

4.1. CONDITIONS DES PRIX DANS L'ACCORD-CADRE

Le contrat est conclu en euros.

Les prix sont unitaires et exprimés en €/MWh

Les prix de l'accord cadre sont des prix indicatifs. Ils n'engagent pas les titulaires et ne sont utilisés par le pouvoir adjudicateur qu'à des fins d'analyses des offres et de validation de la méthode de chiffrage utilisée.

4.2. CONTENU DES PRIX

Les prix facturés se composent des éléments suivants :

- Les prix de la fourniture de l'énergie électrique figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné ;
- Le prix lié au mécanisme de capacité prévu aux articles L. 335-1 et suivants du Code de l'énergie conformément aux dispositions de l'article 4.6 du présent CCP ;
- Les tarifs d'acheminement de l'énergie électrique jusqu'au lieu de livraison conformément au tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) en vigueur ;
- Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), défini à l'article L.221-1 du code de l'énergie ;
- Dans le cas du contrat unique, les prix figurant dans le catalogue des prestations du gestionnaire de réseau de distribution, facturés par le titulaire dans le cadre du marché au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution publique d'électricité réalisées à la demande de TBS EDUCATION (mise en service, modification de puissance, etc.) ;
- Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire de réseau de transport selon les modalités approuvées par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ;
- Les charges fiscales précises, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison ;

Les prix de fourniture de l'énergie électrique visés supra et figurant dans le bordereau des prix unitaires de chaque marché subséquent couvrent notamment :

- Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison ;
- Les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre ;
- Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie ;
- Les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des prestations visées aux pièces du contrat.
- Le surcoût si demandé, associé aux garanties d'origine visées à l'article L.314-14 du Code de l'énergie selon le choix de TBS EDUCATION de bénéficier d'une électricité d'origine renouvelable selon les modalités précisées à l'article 4.5 du présent CCP.

4.3. STRUCTURE DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Les prix unitaires de la fourniture d'énergie figurant aux bordereaux des prix unitaires applicables aux marchés subséquents sont décomposés de la manière suivante :

- Un Terme Fixe (abonnement) forfaitaire, en €HTT/an, applicable par segment. Le terme TF est relatif aux coûts fixes de fourniture.
- Des Termes Variables, en €HTT/MWh, applicable par segment, par poste horosaisonnier et par année civile. Les termes variables s'appliquent aux consommations transmises par le GRD par poste pour chacun des points de livraison, selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD en vigueur.

4.4. FORME DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Concernant les prix unitaires de fourniture proportionnels aux quantités livrées :

Selon la décision prise par TBS EDUCATION au stade des marchés subséquents et formalisée à l'acte d'engagement de chaque marché subséquent, les prix sont :

- **Fermes et non actualisables** au sens des articles R. 2112-9 et R. 2112-10 du Code de la commande publique.

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau des prix de la fourniture d'énergie électrique sont appliqués aux quantités réellement livrées.

4.5. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE - LOT N°1 – facultative

L'origine renouvelable de l'électricité fait l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

Le candidat pourra répondre à cette PSE, en remplissant le surcoût de la PSE sur les bordereaux des prix unitaires de l'Accord-Cadre et des Marchés Subséquent.

TBS EDUCATION décidera ou non de retenir cette prestation supplémentaire éventuelle (PSE) pour tout ou partie de leurs sites lors de l'attribution du marché subséquent.

La certification de l'origine de l'électricité produite à partir de sources renouvelables est déterminée par les garanties d'origine délivrées par la société Powernext qui assure la délivrance, le transfert et l'utilisation des garanties d'origine au registre National des Garanties d'Origine. Le titulaire s'engage à justifier de ces certifications dès la notification du marché.

Les garanties d'origine sont des attestations qui certifient l'origine de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables ou par cogénération dans les conditions définies aux articles L.314-14 et suivants du code de l'énergie. La société Powernext est depuis le 1^{er} mai 2013, l'organisme de certification des Garanties d'Origine : elle assure la délivrance, le transfert et l'utilisation des Garanties d'Origine au Registre national des Garanties d'Origine.

Dans le cas où TBS EDUCATION décidera de retenir cette prestation supplémentaire éventuelle lors de l'attribution du marché subséquent pour tout ou partie de ses sites, l'origine de l'électricité devra être 100% renouvelable et le Titulaire aura l'obligation de produire des Garanties d'origine à hauteur des consommations d'électricité selon le choix du pouvoir adjudicateur.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, l'article R. 314-66 du code de l'énergie précise que l'attestation de destruction des GO se fait mensuellement. Afin d'assurer la cohérence avec cette évolution réglementaire, les ajouts de site réalisés en cours de mois pourront bénéficier de GO qu'en mois M+1.

Le candidat aura précisé dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre, les modalités de mise à disposition des Garanties d'Origine pour TBS EDUCATION.

L'absence de production de telles garanties expose le Titulaire à des pénalités précisées à l'article 18 du présent CCP.

4.6. COUT INDUIT PAR LE MECANISME DE CAPACITE

Le mécanisme de capacité visant à garantir la sécurité d'approvisionnement des consommateurs d'électricité en période de pointe, défini en application des articles L.335-1 et suivants du Code de

l'énergie, du décret n°2012-1405 du 14 décembre 2012 et de l'arrêté du 5 décembre 2019 modifiant les règles du mécanisme de capacité et pris en application de l'article R. 335-2 du code de l'énergie, est entré en vigueur au 12 décembre 2019.

Les fournisseurs d'électricité doivent justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de pointe par l'acquisition de « garanties de capacité », à hauteur de leur obligation de capacité dépendante des consommations relevées pour chaque point de livraison de son périmètre.

Le coût induit par le mécanisme de capacité devra figurer de façon distincte des autres composantes de la facture, pour permettre à TBS EDUCATION de contrôler l'exactitude des calculs.

Le prix du mécanisme de capacité est un prix unitaire proportionnel à la consommation de TBS EDUCATION et pour chacun de ses points de livraison.

Ce prix sera appliqué à TBS EDUCATION selon la formule définie ci-après :

$$\text{CoûtCapacit  n} = \text{Coefficient Capacité} \times \text{PrixCapacit  n} \times \text{Coeffs  curit  n}$$

Où :

- **Co  tCapacit  n en à/MWh**) : coût de l'obligation de capacité généré par la consommation au titre de l'année **n**
- **Coefficient Capacité (en kW/MWh)** : représente l'obligation de capacité générée par les consommations, calculée conformément aux règles du mécanisme d'obligation de capacité
- **Coeffs  curit  n** : fixé par le ministère de l'énergie (après avis de la CRE) pour l'année **n**. Il est égal à 0,98 pour les années de livraison 2026 et 2027
- **PrixCapacit  n (en à/kW)** : moyenne arithmétique simple des enchères de garantie de capacité pour l'année **n**, publiées par EPEX Spot entre la date de signature du Marché Subséquent et le 31 décembre de l'année **n-1**. Dans le cas où aucun prix d'enchère de garanties de capacité ne serait publié par EPEX Spot entre la date de signature du marché et le 31 décembre de l'année **n-1**, le Fournisseur communiquera un prix de capacité de substitution applicable pour l'année **n** reflétant les conditions de marché du moment. Il est précisé que le prix de capacité de substitution sera au maximum égal au Prix Administré publié par la CRE (PREC). Ce prix sera fixe pendant toute l'année de livraison considérée et ne pourra pas faire l'objet d'une régularisation.

Dans le cas des points de livraison télérelevés, le calcul de l'obligation réelle pour l'Année Calendaire de Livraison AL étant établi sur les consommations réalisées, le titulaire calculera l'obligation de capacité constatée à l'issue de l'Année calendaire de Livraison AL, pour chaque site sur la base des courbes de charge consolidées et ce, avant le 31 janvier de l'année AL+1.

Le titulaire déterminera ainsi la différence entre l'obligation de capacité constatée et l'obligation de capacité prévisionnelle, afin de régulariser les écarts entre obligation prévisionnelle facturée en Année Calendaire de Livraison AL et l'obligation réelle.

4.7. ÉVOLUTION DES PRIX

4.7.1.   volution du Turpe

Chaque évolution du TURPE résultant d'une délibération de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) conduit à une modification des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents. La date d'application de la modification est celle de la mise à jour du TURPE.

4.7.2. Évolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par RTE

Toute évolution en cours de marché du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire du réseau de transport (RTE) conduit à une modification des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents. La modification intervient à la date d'entrée en vigueur du nouveau prix publié par RTE. Ces modifications seront signalées par le Titulaire par mail et courrier.

4.7.3. Évolution du prix du mécanisme de capacité

Les prix de fourniture d'électricité TQ de chaque site seront majorés du prix lié à la capacité en €/kWh.

Ce prix est établi selon la formule suivante :

$$\text{CoûtCapacitéAnnéeN (en €/kWh)} = (1/1000) \times \text{Coeffcapacité} \times \text{PrixCapacité AnnéeN} \times \text{coeffsécurité AnnéeN}$$

Avec :

- **CoûtCapacitéAnnéeN (en €/kWh)** : le coût de l'obligation de capacité généré par la consommation au titre de l'année N. Il est exprimé en €/KWh et facturé proportionnellement à la consommation d'électricité sur chaque poste horosaisonnier. Le cout de la capacité est établi à partir des consommations de références mentionnées dans le tableau de décomposition des prix que le candidat doit compléter.
- **Année N** : année calendaire au cours de laquelle intervient la livraison.
- **Enchère** : pour chaque année de livraison, EPEX spot réalisera une à plusieurs enchères sur un marché organisé des garanties de capacité.
- **Prix Capacité AnnéeN (en €/kW)** : égal à la moyenne arithmétique de toutes les enchères organisées par EPEX pour l'année N, et comprise entre la date de fin de validité de l'offre et le premier jour de l'année N de livraison.

Toutefois, le PrixCapacitéAnnéeN sera égal au prix révélé (PREC) par la dernière enchère précédent l'année de livraison dans les cas suivants :

- Si la date de fin de validité de l'offre et le premier jour de l'année de livraison n'interviennent pas la même année et qu'aucune Enchère n'a eu lieu entre ces deux dates.
- Si la date de fin de validité de l'offre et le premier jour de l'année de livraison interviennent la même année.
- **Prix PREC** : prix fixé par la CRE chaque année et égale au prix révélé par la dernière enchère organisée par EPEX précédent l'année de livraison.

Le prix de référence marché est déterminé en application de la méthodologie définie par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans sa délibération du 1er décembre 2016 portant décision sur la règle de calcul du prix de référence marché prévu par les règles du mécanisme de capacité.

- **1/1000ème** : ratio permettant de passer d'une unité en €/MWh à €/kWh.
- **Coeffsécurité AnnéeN** : coefficient de sécurité fixé par le ministère de l'Energie (après avis de la CRE) en vigueur pour l'année N. Au-delà de cette échéance la valeur du coefficient de

sécurité sera celui en vigueur pour l'année N à la date de livraison. En cas de disparition de ce coefficient dans les Règles, la valeur sera prise égale à 1.

- **Coeffcapacité (en kW/MWh)** : représente l'obligation de capacité générée par l'ensemble des consommations de la personne publique sur la durée du marché, calculée conformément aux règles du mécanisme d'obligation de capacité et hors coefficient de sécurité. Cette obligation, exprimée en kW/MWh, est définie dans le tableau spécifique de la décomposition de prix (décomposition pour chaque poste horosaisonnier). Ces coefficients sont établis à partir des consommations prévisionnelles fournies dans le cadre de décomposition des prix.

Le coût de la capacité est établi à partir des consommations de références mentionnées dans le BPU et le DQE du marché.

Le prix lié au mécanisme de capacité sera révisé suivant la formule ci-dessus au 1er janvier de chaque année **une fois connu les montants du Prix de capacité et du Coefficient de sécurité.**

5. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°2 - GAZ NATUREL

5.1. CONDITIONS DES PRIX

Le contrat est conclu en euros.

Les prix de l'accord cadre sont des prix indicatifs. Ils n'engagent pas les candidats et ne sont utilisés par le pouvoir adjudicateur qu'à des fins d'analyses des offres et de validation de la méthode de chiffrage utilisée.

5.2. CONTENU DES PRIX

Les prix facturés se composent des éléments suivants :

- Les prix de la fourniture de l'énergie gaz naturel figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné ;
- La part abonnement éventuelle pour la fourniture de l'énergie gaz naturel ;
- Les tarifs d'acheminement de l'énergie gaz jusqu'au point de livraison, facturé à l'euro/euro par le titulaire : Les composantes des tarifs d'accès au réseau de transport et de distribution en vigueur au moment de la cotation (ATRT et ATRD),
- Les obligations de stockages, fixes ou variables, selon le choix du fournisseur ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.
- Les prix figurant dans le catalogue des prestations du GRD, facturés à l'euro/euro par le titulaire dans le cadre du marché, au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de transport et de distribution, réalisées à la demande d'un organisme bénéficiaire ;

Les prix de fourniture de l'énergie gaz naturel visés supra et figurant dans le bordereau des prix unitaires de chaque marché subséquent couvrent notamment :

- Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison ;
- Les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre ;

- Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie ;
- Les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des prestations visées aux pièces du contrat ;

5.3. STRUCTURE ET FORME DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Le marché est traité à prix unitaire, aussi les prix unitaires du bordereau des prix de la fourniture d'énergie gazière seront appliqués aux quantités réellement livrées.

5.3.1. Structure des prix pour les marchés subséquents

Les prix de fourniture en énergie gaz naturel figurant au bordereau des prix unitaires sont :

- Exprimés en € et par année pour les termes fixes annuels pour les points de livraison ;
- Exprimés en €/MWh et pour chaque année calendaire pour les prix unitaires proportionnels aux quantités livrées.

5.3.2. Forme des prix pour les marchés subséquents LOT N°2 - Gaz Naturel

Le marché est traité à prix unitaire, aussi les prix unitaires du bordereau des prix de la fourniture d'énergie gazière seront appliqués aux quantités réellement livrées selon l'article R2112-6 du code de la commande publique.

Les termes fixes annuels de fourniture des points de livraison **sont fermes et non actualisables** au sens des articles R2112-8 à R2112-12 du code de la commande publique.

Concernant les prix unitaires de fourniture proportionnels aux quantités livrées, les prix **seront fermes et non actualisables** au sens des articles R2112-8 à R2112-12 du code de la commande publique.

Le titulaire est tenu de dissocier la fourniture de gaz naturel, des taxes, de l'acheminement.

Le prix prévu au bordereau des prix intègre uniquement le prix de fourniture et services associés, les responsabilités et obligations. Il est mentionné hors acheminement (ATRT, ATRD) et en €HTT.

5.4. EVOLUTION DES PRIX (ATRT et ATRD)

Toute modification des tarifs d'Accès des Tiers aux Réseaux de Transport ou de Distribution du gaz (ATRT et ATRD) résultant d'une délibération de la CRE est répercutée, à la hausse ou à la baisse sur les prix et font l'objet d'une communication au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché subséquent.

Dans le cas d'une modification des tarifs d'Accès des Tiers aux Réseaux de Transport ou de Distribution du gaz (ATRT et ATRD) après la date limite de remise des offres des marchés subséquents, les montants correspondants sont répercutés intégralement sur le prix de manière transparente à la hausse comme à la baisse.

La révision s'opère le 1er avril pour l'ATRT et le 1er juillet pour l'ATRD de chaque année. Les CAR et les profils sont également mis à jour au 1er avril de chaque année.

5.5. EVOLUTION INDUITE A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2026 PAR LES CERTIFICATS DE PRODUCTION BIOGAZ

Introduit par la loi Climat et Résilience en août 2021, ce nouveau mécanisme encourage la production et l'injection de biométhane en France.

En application du décret n° 2024-624 du 6 juillet 2024 relatif à la création d'un dispositif de certificats de production de biogaz, et dans la perspective de son entrée en vigueur, le titulaire du marché est autorisé à intégrer les exigences réglementaires liées à ce dispositif.

Il prévoit que seuls sont pris en compte, pour le calcul de cette obligation, les volumes de gaz livrés aux clients résidentiels, aux propriétaires ou copropriétaires d'immeubles d'habitation, aux entreprises du secteur tertiaire, ainsi qu'aux exploitants d'équipements de chaleur et de froid ou de réseaux de chaleur, mais uniquement pour ce qui concerne les besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire (art. R. 446-113).

A compter du 1^{er} janvier 2026, en complément des stipulations de l'article relatif au prix, si la fourniture sur l'un ou l'ensemble des sites génère(nt) une obligation relative au dispositif de certificats de production de biogaz en vertu notamment des dispositions des articles L446-31 et suivants et R446-96 et suivants du Code de l'énergie, alors un coût en euros par Mégawatheures (€/MWh) relatif à ce dispositif s'appliquera sur les quantités vendues et sera facturé en plus du prix.

Les parties se rencontreront pour définir les modalités de détermination du coût relatif au dispositif de certificats de production de biogaz.

Le coût relatif au dispositif de certificats de production de biogaz pourra être révisé, sur toute la durée du Marché, en cas d'évolution législative et/ou réglementaire modifiant le niveau d'obligation.

Les modalités de calcul du surcoût lié au dispositif des CPB, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2026, ne sont pas connues. Par principe, ce surcoût sera répercuté uniquement aux sites concernés, en sus du prix du gaz, via une contribution spécifique qui s'appliquera sur les quantités de gaz vendues.

6. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIES (CEE)

Si le point de livraison d'électricité ou de gaz naturel est soumis à une obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie (CEE), une contribution sera facturée en sus du prix de l'électricité ou du gaz naturel.

Le prix associé aux certificats d'économie d'énergies (CEE standard et CEE précarité) visées aux articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie est exprimé en €/MWh H.T et est formulé sur base des coefficients de proportionnalité affectés aux CEE standards et CEE précarités conformément au décret en vigueur au moment de l'attribution de chaque marché subséquent.

Le coût en €/MWh qui s'appliquera sera calculé comme suit :

$$TCEE0 = C0 \times (PCEE \text{ Classique} + C_{m0} \times PCEE \text{ Précarité})$$

Avec :

- **TCEE0** = prix unitaire en €/MWh de la contribution, appliqué à la consommation du point de livraison soumis à l'obligation
- **PCEE Classique** = prix à la remise des offres en €/MWh cumac du CEE concernant l'obligation d'économies d'énergie relative aux consommateurs qui ne sont pas des ménages en situation de précarité énergétique

- **PCEE Précarité** = prix à la remise des offres en €/MWh cumac du CEE concernant l'obligation d'économies d'énergie relative aux ménages en situation de précarité énergétique
- **Coefficients réglementaires figurant au Code de l'énergie :**
 - C0 : obligation d'économies d'énergie générée en MWh cumac par MWh d'électricité ou de gaz naturel (article R221-4) en vigueur à l'attribution
 - Cm0 : coefficient multiplicateur (sans dimension/unité) pour l'obligation relative aux ménages en situation de précarité énergétique (article R221-4-1) en vigueur à l'attribution

Le TCEE sera révisé en cas d'évolution réglementaire ou législative modifiant le niveau d'obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie, à la date d'application de la nouvelle obligation

- Les coefficients C0 et Cm0 évolueront à la hausse ou à la baisse en cas d'un changement législatif ou réglementaire. Les nouveaux coefficients seront appliqués dès la date d'entrée en vigueur de la loi ou du règlement concerné,
- ⊖ L'écart du niveau d'obligation sera valorisé sur la base du prix moyen mensuel pondéré de cession des certificats d'économies d'énergie publié à partir des « indices spot » disponibles publiés par-EMMY sur les mois M-8 à M-3, M étant le mois de l'entrée en vigueur de ladite évolution, et de manière à prendre en compte la moyenne de l'évolution du coefficient d'obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie classiques et de l'évolution du coefficient d'obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie précarités.
- En cas d'indisponibilité d'au moins 4 des « indices spot » CEE nécessaires au calcul ci-dessus, le prix moyen mensuel pondéré de cession des CEE sera calculé au prix moyen mensuel pondéré de cession des CEE publié par EMMY pour les mois M-2, M-3, et M-4, M correspondant au mois de la date d'application de l'évolution réglementaire, ou le cas échéant à toute référence de remplacement réglementaire qui s'y substituerait.

Les candidats indiqueront dans leur mémoire technique de l'Accord-Cadre leur modalités de calcul d'évolution du prix des CEE ainsi que la plateforme utilisée.

Le candidat déterminera sur le Bordereau de Prix Unitaires le montant des CEE classiques et précarités utilisé pour le calcul du terme de quantité CEE qui sera valorisé sur les factures.

7. ÉVOLUTION INDUITE PAR LA REGLEMENTATION

Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations, TBS EDUCATION et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échéant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites. Les titulaires des marchés subséquents concernés s'engagent à communiquer à TBS EDUCATION tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire.

Évolution induite par le SEQUE2 (système d'échange de quotas d'émission de CO2)

À compter du **1er janvier 2027**, les fournisseurs seront soumis aux obligations découlant du **second Système d'échange de quotas d'émission de CO₂ (SEQUE2/ETS2)**, instauré par la directive (UE) 2023/959.

Conformément à cette réglementation, les fournisseurs d'énergie sont tenus d'acquérir et de restituer les quotas carbone pour le compte de leurs clients pour les secteurs concernés, ce qui engendre des coûts supplémentaires.

Ces coûts seront répercutés sur le Client de manière transparente et proportionnelle à sa consommation.

À ce jour, en l'absence d'un marché de référence permettant d'établir un prix fixe, le montant exact de cette répercussion ne peut être déterminé. À ce jour, en l'absence d'un marché de référence permettant d'établir un prix fixe, le montant exact de cette répercussion ne peut être déterminé mais suivra la réglementation en vigueur.

8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lors de la passation des marchés subséquents la liste des points de livraison figurant en annexe à l'acte d'engagement de chaque lot (du marché subséquent considéré) est communiquée aux titulaires de l'Accord-Cadre.

Néanmoins, **concernant le LOT N°1, en cours d'exécution des marchés subséquents**, cette liste peut être modifiée à la hausse comme à la baisse jusqu'à **10%** en volume des consommations annuelles de référence indiquées sur le DQE du marché subséquent concerné sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

8.1. REGLES CONTRACTUELLES DEFINIES AU STADE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Elles comprennent à minima les rubriques suivantes qui complètent ou précisent le présent CCP :

- La date de remise des offres,
- Les modalités de report de cette date, le cas échéant,
- La durée du marché,
- La période d'exécution du marché,
- La date prévue pour la fourniture,
- Le besoin (tableau de consolidation des données propres à chaque point de livraison),
- Le cas échéant, des évolutions à prévoir s'agissant du besoin pour un point de livraison (fermeture programmée d'un site, déménagement, construction d'un nouveau bâtiment ou d'une extension...),
- La durée de validité des offres (5 heures),
- La forme du prix, la variation du prix et son indexation éventuelle

8.2. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

8.2.1. Conditions de la mise en concurrence

Pendant la durée de validité de l'Accord-Cadre, les marchés conclus sur la base de cet accord cadre sont attribués après remise en concurrence par voie électronique (plateforme dématérialisée) des titulaires de l'Accord-Cadre de chacun des lots dans les conditions définies au présent Accord-Cadre et dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

Les documents de remise en concurrence propres à chaque marché subséquent sont transmis aux titulaires de l'Accord-Cadre, via la plateforme de dématérialisation.

Chaque titulaire de l'accord-cadre est tenu de répondre aux consultations pour les marchés subséquents en respectant les engagements de l'offre de l'accord-cadre.

8.2.2. Documents remis aux titulaires

Les titulaires de l'Accord-Cadre sont invités à remettre une offre sur la base des documents de remise en concurrence qui leur sont adressés.

Ces documents de remise en concurrence comprennent au minimum :

- **La lettre de consultation**
- **L'Acte d'engagement par lot des marchés subséquents valant CCP et ses annexes**
 - **Annexe 1 par lot** : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif et Estimatif de l'offre (DQE)
 - **Annexe 2** : Les listes des Points de Livraison à jour et données associées par lot
- **L'autorisation d'accès aux données des gestionnaires de réseaux de l'accord cadre**

Les documents de remise en concurrence indiquent les dates et heures limites de remise des offres, les dates de début de fourniture et les périodes pendant lesquelles a lieu cette fourniture, la nature des prix.

8.2.3. Modalités de remise de l'offre

Un délai d'au moins **5 jours** calendaires est laissé aux Titulaires de l'Accord-Cadre pour remettre leurs offres.

La date et heure limite de réception des offres sera définie. Les offres ont une durée de validité de **5 heures** à compter de cette date et heure limite de réception.

Les Titulaires sont informés par le coordonnateur de TBS EDUCATION de l'acceptation ou du rejet de leur offre, au maximum dans les **5 heures** suivant la date et heure limite de réception.

Elles sont transmises par voie électronique via la Plateforme de dématérialisation précitée avant la date et l'heure mentionnées dans la « lettre de consultation » pour chaque marché subséquent.

Les plis électroniques qui seront transmis, en tout ou partie, après la date limite fixée ne seront pas ouverts.

Si un titulaire ne peut toutefois déposer une offre dans les délais impartis de la consultation pour les marchés subséquents, il doit en apporter la justification dans les mêmes délais que ceux prévus pour la remise des offres.

8.2.4. Documents à produire au stade des offres

Les Attributaires ainsi mis en concurrence doivent remettre :

- **L'Acte d'engagement par lot des marchés subséquents valant CCP et ses annexes** complété et daté par le Titulaire
 - **Annexe 1** : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot et le Détail Quantitatif et Estimatif de l'offre (DQE) complétés
 - **Annexe 2** : Les listes des Points de Livraison à jour et données associées par lot

Les offres doivent respecter les caractéristiques fixées par le présent Accord-Cadre et les documents de la consultation des marchés subséquents. Elles doivent se limiter strictement aux documents de la consultation propre au marché subséquent.

REMARQUE : Tout candidat retenu devra justifier, avant la notification du marché subséquent, qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales, prévues conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Ainsi, l'acheteur est tenu de procéder aux vérifications des certificats et attestations prévues aux articles R2143-11 et R2143-12 du Code de la commande publique (fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics), en application de l'article R2144-1 du Code de la commande publique.

8.3. CRITERES D'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Au stade des marchés subséquents, l'offre la plus avantageuse est retenue au regard des critères tels que suit

8.3.1. Le critère financier (prix)

Le Critère financier (prix) à hauteur de 80 points

Il sera apprécié en fonction des DQE qui présentent la valorisation quantitative de l'offre du candidat, permettant l'application d'un prix à des volumes estimés et l'analyse des offres par le pouvoir adjudicateur.

La valeur économique de l'offre du candidat sera en euros hors TVA sur la durée du marché.

La valeur prix du candidat est notée selon la formule suivante appliquée au prix :

Note de l'offre = **nombre de points maximum** * (Valeur de l'offre moins disante) / (Valeur de l'offre étudiée)

En cas de discordance constatée dans une offre (erreur(s) de multiplication, d'addition, de report, etc.) les montants indiqués sur les BPU prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence au moment de l'analyse des offres.

C'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération, après demande de confirmation au candidat au moment de l'analyse.

En cas de non-confirmation de l'offre ou de non-réponse, l'offre sera éliminée comme non cohérente

8.3.2. Le critère technique

Le critère technique constitué par la reprise de la note technique obtenue (sur 90 points) par les titulaires de l'accord-cadre au stade de l'attribution de ce dernier, à hauteur de **20 points**.

Par défaut, la note technique est celle de l'accord cadre. Si les pièces du marché subséquent le précisent, les attributaires ont la possibilité de remettre des éléments complémentaires qui viendront modifier le questionnaire technique remis au stade de l'accord cadre et qui donneront lieu à l'amélioration potentielle de la note technique, sur la base des mêmes critères que ceux utilisés à l'accord cadre.

Le pouvoir adjudicateur pondérera, pour chaque candidat, la note finale du critère technique obtenue à l'accord cadre de base par application de la formule suivante :

Note obtenue à l'accord-cadre x note maximale au Marché Subséquent
Note maximale à l'Accord-Cadre

8.3.3. Classement final

Au final, les offres sont classées en fonction de la note globale obtenue (sur 100 points) par addition des notes pondérées. Après avoir analysé les offres et déterminé leur classement, l'offre la mieux classée sera retenue.

Les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de marchés subséquents susceptibles d'être obtenus.

Le pouvoir adjudicateur peut déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les Titulaires.

9. MODALITE TECHNIQUE DE BASCULE

Pour chaque point de livraison, la bascule est définie comme le passage des dispositions antérieures aux nouvelles dispositions du marché subséquent pour la fourniture d'énergie ; cette bascule entre en vigueur à la date et l'heure définies au marché subséquent.

Après notification du marché subséquent, le titulaire se met en relation avec TBS EDUCATION.

Le titulaire devra fournir à TBS EDUCATION un « fichier périmètre » listant les points de livraison et leurs caractéristiques.

Après réception, TBS EDUCATION fera un retour au titulaire dans un délai de trente (30) jours calendaires pour confirmation :

- De la liste des points de livraison devant être basculés dans le périmètre du marché subséquent concerné, ainsi que les informations administratives associées (dénomination, adresse, gestionnaire) ;
- Des caractéristiques techniques des points de livraison pour l'analyse d'optimisation du TURPE et/ou de l'ATRD
- Des conditions de facturation : regroupement de factures, modalités de facturation dématérialisée et notamment le format d'échange des données informatisées selon les systèmes d'information utilisés par TBS EDUCATION ;

Les évolutions entre la liste de points de livraison jointe lors de la remise en concurrence au stade du marché subséquent et la liste validée dans le fichier périmètre se font dans le cadre de l'article 10 du présent CCP.

10. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ – LOT N°1

Il est rappelé que le périmètre du marché n'est pas modifié lors du transfert de compétence entre collectivités. En effet, l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit le transfert d'équipements et des contrats de fourniture et d'acheminement d'électricité et de gaz naturel en cours y afférent. De façon similaire, les évolutions statutaires d'établissements publics ou sociétés publiques locales préalablement intégrés au marché n'impliquent pas une modification du périmètre du marché.

Ainsi, le titulaire sera informé du changement de collectivité propriétaire des points de livraison et devra apporter la même qualité d'intervention dans la gestion de ses relations avec cette nouvelle

collectivité, ce nouvel établissement public ou cette nouvelle société publique locale et lui adresser la facturation, selon les mêmes modalités. Les droits et obligations du marché subséquent en cours demeurent inchangés.

10.1. RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON

La notification des marchés subséquents vaut ordre de service de rattachement de tous les points de livraison dont la « Date de début de fourniture » figure à l'annexe 2 de l'acte d'engagement du marché subséquent.

10.1.1. Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents

En cours d'exécution d'un marché subséquent, les points de livraison sont rattachés conformément aux dispositions du présent CCP et des autres documents tels que définis à l'article 2.4.

Leur rattachement s'opère selon les modalités détaillées ci-dessous et selon la méthodologie exposée par le titulaire du marché subséquent dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre.

Le titulaire s'engage à intégrer, aux conditions du marché, tout point de livraison qui viendra s'ajouter à la liste des points de livraison transmise au BPU/DQE du marché subséquent, dans la limite de **+10 %** de la consommation annuelle de référence de l'ensemble des points de livraison des DQE du marché subséquent concerné, exprimée en kWh. L'intégration au périmètre du marché de nouveaux points de livraison a pour origine :

- **CAS 1** : la mise en évidence de points de livraison non identifiés dans la liste des points de livraison prévue au BPU/DQE du marché subséquent au moment de l'inventaire du patrimoine.
- **CAS 2** : le raccordement de nouveaux points de livraison.
- **CAS 3** : la réouverture de compteurs pour la fourniture de besoins ponctuels ou durables.
- **CAS 4** : l'évolution dans la gestion du patrimoine (transfert de compétence, acquisition ou location de bâtiments ou équipements etc.).
- **CAS 5** : les points de livraison qui font l'objet d'un marché de fourniture d'électricité à la date de notification du présent marché et dont l'échéance interviendrait avant l'issue du marché objet du présent CCP.

TBS EDUCATION pourra se rapprocher du titulaire qui l'assistera afin de rassembler les informations nécessaires à l'établissement de la demande (par mail ou via l'espace client). Le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de la demande (par mail ou via l'espace client) pour assister, si nécessaire, TBS EDUCATION dans la collecte de ces informations et lui indiquer le terme fixe et/ou le prix unitaire proportionnel aux quantités conformément aux bordereaux de prix.

Après notification par TBS EDUCATION de la décision, le titulaire dispose alors de cinq (5) jours calendaires, à compter de la réception d'une demande complète, pour faire la demande de changement de fournisseur ou de mise en service au GRD concerné. Le rattachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné. Si le rattachement demande un déplacement pour intervention, la mise en service du point de livraison sera suivant la date prévisionnelle convenue entre TBS EDUCATION et le GRD.

10.2. DETACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON

Le titulaire s'engage à accepter le retrait du périmètre du marché de tout point de livraison, dans la limite de **-10%** de la consommation annuelle de référence de l'ensemble des points de livraison de TBS EDUCATION des DQE du marché subséquent concerné, exprimée en kWh, et ce sans contrepartie financière, dans les cas suivants :

- **CAS 1** : le transfert de bâtiments (vente ou cessation) ou d'équipements et des contrats d'électricité y afférent à une autre entité.
- **CAS 2** : Déménagement
- **CAS 3** : Cessation définitive d'activité
- **CAS 4** : Changement définitif d'énergie
- **CAS 5** : Démolition du bâtiment

Le passage au tarif réglementé de vente d'électricité ne constitue pas un retrait de site autorisé.

Le détachement d'un point de livraison est formalisé par une demande officielle par mail ou via l'espace client.

Après notification par TBS EDUCATION de la demande, le titulaire dispose alors de cinq (5) jours calendaires, à compter de la réception d'une demande complète, pour faire la demande détachement au GRD concerné. Le détachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné.

Dans tous les cas, le titulaire ne peut prétendre à des indemnités et ne facture alors que jusqu'à la date de détachement effective.

Le titulaire ne peut opérer un détachement de points de livraison sans la demande expresse du pouvoir adjudicateur matérialisée.

En cas de dépassement de la borne basse de la flexibilité, le fournisseur proposera ses conditions d'indemnisation après avoir prévenu le pouvoir adjudicateur sur ses modalités de calcul.

10.3. MODALITE D'ENVOI DES ORDRES DE SERVICE

L'envoi des ordres de services s'effectue par tout moyen.

Les ordres de service seront exécutoires à compter de la date de réception de l'ordre de service par le titulaire.

11. GESTION DES DONNEES ET RELATIONS ENTRE TBS EDUCATION, LE TITULAIRE ET GESTIONNAIRE DE RESEAU

11.1. RELATION ENTRE LE TITULAIRE ET TBS EDUCATION (RESPONSABLE CLIENT)

Le titulaire met à disposition pour l'accord-cadre et les marchés subséquents **un responsable client identifié**, ainsi que son suppléant (en cas d'indisponibilité du premier), d'un niveau hiérarchique suffisant pour être en capacité de mobiliser fonctionnellement les différentes ressources et intervenants du titulaire afin de garantir la qualité de la relation clientèle.

Le titulaire assure une disponibilité en cas d'absence du responsable client, notamment en période de congés.

Le titulaire est notamment chargé, en complément des obligations liées à la facturation à l'article 13.4 du présent CCP :

- De traiter, en relation avec le gestionnaire du réseau de distribution, l'ensemble des demandes techniques relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution pour les points de livraison objets du marché (mise en service de points de livraison, suppression de points de livraison, modification de puissance souscrite, etc.) et ce dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après la demande de TBS EDUCATION ;
- D'informer TBS EDUCATION sur la prise en charge de chaque demande liée à l'accès et l'utilisation du réseau de distribution et l'évolution du traitement de celle-ci, et ce dans un délai d'un (1) jour ouvré après chaque évolution rapportée par le gestionnaire de réseau. L'information sera reportée systématiquement par courriel ;
- De rectifier, à la demande de TBS EDUCATION, les informations portant sur le périmètre du marché subséquent ainsi que de procéder à la modification du nom ou informations administratives d'un point de livraison ;
- De transmettre à TBS EDUCATION, a minima une fois par an avant le 31 janvier de l'année suivant l'année de fourniture et à chaque fois que TBS EDUCATION en font la demande, la liste actualisée de son périmètre et des points de livraison sous format tableur exploitable, identifiant les entrées et sorties du périmètre ainsi que les dates d'effet correspondantes (fichier périmètre) ;
- De transmettre à TBS EDUCATION, a minima une fois par an le 31 janvier suivant l'année de fourniture, un bilan des consommations, des puissances atteintes et des coûts, précisant les évolutions mensuelles, sur tableur exploitable ou compatible (feuillelet récapitulatif) ;
- De répondre à l'ensemble des questions posées par TBS EDUCATION sur les conditions d'exécution du marché en cours dont il est titulaire ;
- De tenir TBS EDUCATION informés de l'évolution du marché en cours, notamment l'évolution des différentes composantes de la facture permettant à TBS EDUCATION une compréhension et un contrôle facilité des coûts facturés ;
- De conseiller TBS EDUCATION pour la constitution d'un dossier de demande de raccordement (de modification d'un raccordement, de demande d'alimentations complémentaires ou d'alimentation de secours) ;

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de TBS EDUCATION un espace client dédié en ligne tel que défini à l'article 16 du présent CCP.

11.2. RELATION ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHE ET LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire du marché est l'intermédiaire de TBS EDUCATION avec le gestionnaire de réseau de distribution. En tant qu'interlocuteur pour le compte de TBS EDUCATION, le titulaire apporte tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée au besoin de TBS EDUCATION s'agissant de l'accès et de l'utilisation du réseau de distribution. À ce titre et dans les conditions définies par le contrat GRD – Fournisseur conclu entre le titulaire et le gestionnaire de réseau de distribution, le titulaire du marché s'engage notamment :

- À formuler auprès du GRD les demandes de mise en service et/ou de suppression de points de livraison pour le compte de TBS EDUCATION pour le lot n°1 ;

- À formuler les demandes d'optimisation de puissances souscrites et du tarif d'utilisation du réseau public d'électricité ainsi que les demandes d'optimisation de tarif de distribution (gaz naturel) et suivre leur réalisation.

Les conditions d'accès et d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité et de gaz naturel sont précisées dans les contrats GRD –Fournisseur conclu entre le titulaire du marché et les gestionnaires des réseaux de distribution. Ces contrats rappellent notamment les obligations des gestionnaires des réseaux de distribution en matière de comptage en indiquant qu'il leur revient d'assurer l'entretien et le renouvellement des compteurs de manière à ce que ces équipements permettent de facturer l'utilisation des réseaux et d'apporter aux fournisseurs l'ensemble des données de comptage nécessaires à la facturation des livraisons.

Dans ce cadre, dès la notification du marché subséquent, le titulaire vérifie auprès du gestionnaire de réseau de distribution la faisabilité de la bascule pour tous les points de livraison.

Pour les actions qui le conduisent à intervenir auprès du GRD, le titulaire distingue les prestations de base naturellement incluses dans la mission du GRD et financées par les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité ou de gaz naturel de celles qui donnent lieu à une facturation selon les tarifs fixés dans le catalogue des prestations du GRD. Conformément à l'article 4.2 du présent CCP, les prestations payantes seront facturées à TBS EDUCATION par le titulaire aux prix indiqués dans le catalogue des prestations en vigueur du GRD concerné, à l'euro, l'euro, sans aucun frais de gestion ni marge, lors de l'exécution de chaque marché subséquent, et ce de façon parfaitement transparente.

Toute demande de prestation prévue dans le catalogue des prestations du gestionnaire de réseau de distribution est notifiée par TBS EDUCATION, qui doit ensuite procéder aux démarches nécessaires auprès du gestionnaire de réseau de distribution pour la réalisation desdites prestations pour le compte de TBS EDUCATION.

11.3. REUNIONS

11.3.1. Réunion de lancement

À sa demande, le coordonnateur de TBS EDUCATION dispose d'une réunion de lancement par lot organisée avec le titulaire du marché subséquent.

Ces réunions auront lieu sur l'un des sites du coordonnateur ou en visio, sur une demi-journée et dans le mois suivant la notification des marchés subséquents, afin que le titulaire présente, à TBS EDUCATION, son entreprise, sa relation clientèle, ses services associés à l'acheminement et à la fourniture ainsi que sa méthodologie dans le cadre des opérations de bascule et sa méthodologie d'optimisation tarifaire du TURPE et/ou du tarif de distribution.

Le titulaire exposera dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre le contenu qu'il entrevoit dans le cadre de ces réunions de lancement.

11.3.2. Réunion de bilan annuel

Une réunion bilan annuel sera organisée entre le titulaire du marché subséquent et le coordonnateur de TBS EDUCATION pour échanger sur tous les faits importants de la période.

Cette réunion sera organisée dans les locaux du coordonnateur ou en visio. Un délai de prévenance d'un mois sera respecté pour convenir d'une date avec le responsable client.

Après demande de la réunion bilan annuelle par le coordonnateur, le responsable client dispose de 15 (quinze) jours pour convenir et valider une date.

15 (quinze) jours avant la date de réunion programmée, le titulaire transmet au coordonnateur, un compte rendu annuel d'activité par courriel.

En cas de modification de l'adresse courriel de contact, le titulaire en sera informé par courriel.

12. OPTIMISATION DES COÛTS D'ACCÈS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire est chargé de la souscription de l'accès au réseau auprès du GRD pour l'ensemble des points de livraison du périmètre. Dans ce cadre, et sous réserve de l'accord de TBS EDUCATION, le titulaire est chargé de fixer la formule tarifaire pour l'accès au réseau de distribution et la puissance souscrite pour chaque point de livraison pour le lot N°1.

Pour le lot N°1, le titulaire du marché s'engage à proposer à TBS EDUCATION et pour chaque point de livraison télérelevé la version du TURPE et la ou les puissance(s) souscrite(s) optimales(s). Sur la base des données de consommation, des puissances atteintes, des dépassements de puissance et, le cas échéant, des courbes de charge le titulaire réalise une étude d'optimisation aboutissant à une proposition de la version du TURPE et des puissances les mieux adaptées pour chaque point de livraison. Cette étude devra tenir compte des coûts liés aux modifications physiques éventuelles, inscrites au catalogue de prestation du GRD ou à prévoir par TBS EDUCATION pour leurs installations propres.

La phase d'optimisation des coûts d'accès au réseau de distribution pour chaque point de livraison de tous les lots devra être réalisée au 1^{er} trimestre de N+1.

L'étude permettant de définir la version du TURPE et la ou les puissance(s) optimale(s) pour le lot N°1 pour chaque point de livraison sera réalisée de manière à respecter ce délai et les étapes ci-après :

- Le titulaire produit un rapport d'optimisation pour les points de livraison de TBS EDUCATION, mettant en évidence l'intérêt économique des choix de souscription en comparaison au tarif en place.
Le rapport présente les éventuelles contraintes techniques induites et leur impact financier (catalogue de prestations du GRD ou intervention spécifique par un tiers) ;
- À compter de la date de transmission du rapport, TBS EDUCATION dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour se prononcer sur les propositions d'optimisation. Pendant ce délai, TBS EDUCATION peut solliciter le titulaire pour des explications complémentaires. En l'absence de retour de la part de TBS EDUCATION dans le délai de trente (30) jours, aucune modification ne sera réalisée et les tarifs et puissance en vigueur seront conservés ;
- Après validation des propositions par TBS EDUCATION, le titulaire engage auprès du GRD l'ensemble des démarches de modification et suit leur mise en œuvre. Le titulaire informe TBS EDUCATION des éventuelles modifications à réaliser ou à faire réaliser par eux-mêmes sur leurs installations propres ;
- Si parmi les propositions validées par TBS EDUCATION, certaines des optimisations donnent lieu à une intervention spécifique du GRD sur devis, le titulaire demande un devis au GRD puis le transmet à TBS EDUCATION qui disposent d'un délai de 30 jour calendaire pour se prononcer. Au-delà de ce délai, les optimisations concernées ne seront pas appliquées ;

13. FACTURATION

13.1. OBJET DE LA FACTURATION

Les prestations décrites au présent article font partie intégrante de la fourniture d'énergie électrique et gaz naturel dans le cadre du contrat. Elles sont incluses dans le prix de la fourniture d'énergie défini à l'article 4.3, 4.4 et 5.3 du présent CCP.

Les conditions de paiement des factures sont définies à l'article 14 du présent CCP.

13.2. PERIODICITE DE LA FACTURATION LOT N°1

L'index de changement de fournisseur correspond à l'index contractuel commun aux deux fournisseurs.

13.2.1. Points de livraison d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA

Concernant les points de livraison d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA dont la relève est effectuée mensuellement ou à une fréquence supérieure par le gestionnaire de réseau de distribution, **la facturation est émise selon une fréquence mensuelle.**

Il est entendu que la fréquence de facturation s'applique à l'intégralité de ses points de livraison pour lesquels le système de comptage permet une relève mensuelle ou à une fréquence supérieure par le GRD.

Dans le cas où le relevé n'a pas pu être réalisé, le titulaire a la possibilité d'utiliser un index estimé mais une relève réelle devra être opérée 2 fois l'an.

13.2.2. Points de livraison d'une puissance supérieure à 36 kVA

Concernant les points de livraison d'une puissance souscrite supérieure à 36 kVA dont la relève est effectuée de façon journalière ou mensuellement par le gestionnaire de réseau de distribution, **la facture est émise selon une fréquence mensuelle.**

Elle est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD concerné. Dans le cas où le relevé n'a pas pu être réalisé, le titulaire a la possibilité d'utiliser un index estimé.

13.3. PERIODICITE DE LA FACTURATION LOT N°2

L'index de changement de fournisseur correspond à l'index contractuel commun aux deux fournisseurs.

Concernant les points de livraison avec une option tarifaire de distribution T3, dont la relève est effectuée de façon mensuelle par le gestionnaire de réseau de distribution, **la facture est émise selon une fréquence mensuelle.**

Elle est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD concerné. Dans le cas où le relevé n'a pas pu être réalisé, le titulaire a la possibilité d'utiliser un index estimé.

13.4. MODALITES DE FACTURATION ET MODE TRANSMISSION

13.4.1. Documents de facturation

Conformément à la loi de Modernisation de l'Économie (LME) n° 2008-776 du 4 août 2008, TBS EDUCATION exigent que les factures soient émises sous forme dématérialisée sous réserve qu'elles comprennent :

- Les mentions obligatoires devant figurer sur les factures conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II au code général des impôts,
- Le numéro de l'engagement juridique,
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique précitée dit « code service exécutant », numéro du service facturier,
- En cas de marché à bons de commande, le numéro du bon de commande.

Le numéro de marché figure sur l'acte d'engagement notifié au fournisseur.

TBS EDUCATION reçoit ses factures via l'adresse électronique suivante : comptafactures@tbs-education.fr. Une plateforme de facturation électronique PDP est en cours de développement.

Pour la fourniture d'énergie, les données techniques transmises comprennent à minima :

- Identification complète du point de livraison (réf. PDL, adresse du site, code site)
- Relevés d'index (ancien index/nouvel index : date, valeur, type estimé/relevé, matricule compteur, poste horaire)
- Détail des lignes de facture, avec quantité facturée, unité, prix unitaire.

Une codification documentée doit permettre de déterminer de façon précise le type de prestation facturée (abonnement, consommation, transport/acheminement, taxe)

Les documents listés ci-dessous sont disponibles sur un espace extranet dédié et sont transmis par courriel sur simple demande de TBS EDUCATION :

- Documents sous format de type « .PDF » qui sont l'image exacte des factures détaillées ;
- Fichier sous format de type Excel reprenant l'ensemble des données de facturation.

13.4.2. Facturation groupée

TBS EDUCATION définit les regroupements de factures souhaités sur l'annexe 2 - liste des points de livraison. La facturation pluri-PDL comporte un détail site par site.

Lors de la validation du « fichier périmètre » demandé à l'article 9 du présent CCP, TBS EDUCATION peut demander un ou plusieurs regroupement(s) de factures.

Les factures groupées sont des pièces comptables sur la base desquelles les prestations peuvent être payées par le comptable de TBS EDUCATION.

TBS EDUCATION conserve toujours la possibilité que tout ou partie de leurs points de livraisons ne soient pas regroupés.

Le candidat fournira dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre un modèle de facture groupée.

13.4.3. Facturation détaillée

TBS EDUCATION définit les sites souhaités dont la facturation doit être détaillée (sans regroupement). Cette information est portée sur l'annexe 2 - liste des points de livraison.

Une facturation détaillée est éditée pour chaque point de livraison. Elle permet d'apprécier les différentes composantes de la facture.

Le candidat fournira dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre un modèle de facture détaillée.

13.4.4. Pré-contrôle et gestion des erreurs de facturation

Cas particulier des premières factures du marché- vérification conformité :

Le titulaire du marché transmet une simulation de la 1ère facture par typologie de compteurs (1 facture simulée par segment et par tarif de distribution) à TBS EDUCATION afin de valider la bonne mise en œuvre du marché.

Cas général durant la durée du marché :

Avant l'édition de chaque facture, le titulaire assure un contrôle permettant d'identifier et de remédier aux erreurs éventuelles.

Les mécanismes de contrôle utilisés par le titulaire permettent d'éviter l'édition de facture comportant des anomalies.

En cas d'erreur de facturation, TBS EDUCATION est en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement. Le titulaire dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité notifiée au titulaire par courriel.

Le processus de gestion des erreurs de facturation sera présenté par le titulaire lors de la réunion prévue à l'article 11.3.2 du présent CCP.

13.4.5. Paiement des sommes dues au titre de l'accès au réseau et des prestations spécifiques du catalogue du GRD

Conformément aux modalités contractuelles régissant le contrat unique, le titulaire du marché assure le paiement auprès du GRD des sommes dues pour l'accès au réseau de distribution d'électricité et gaz naturel et son utilisation, exception faite des prestations de raccordement donnant lieu au paiement de la contribution prévue à l'article L.342-6 du Code de l'énergie. La facturation de ces prestations est établie selon les tarifs appliqués du catalogue de prestations du GRD en vigueur au moment de l'intervention.

14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement s'effectuera à l'échéance sous forme de virement.

Présentation des demandes de paiement pour TBS EDUCATION : TBS EDUCATION recevra ses factures via l'adresse électronique suivante : comptastructures@tbs-education.fr. Une plateforme de facturation électronique PDP est en cours de développement.

:

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, de l'identifiant de la structure (SIRET) et du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce (**informations dans l'annexe 2 - Liste des points de livraison**).

14.1. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est déterminé en fonction des règles applicables à TBS EDUCATION.

Les pouvoirs adjudicateurs sont soumis à l'application de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours pour les collectivités territoriales.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

14.2. MODALITES DE FACTURATION

14.2.1. Dispositions générales

Les modalités de facturation sont indiquées dans le mémoire de chaque titulaire de l'Accord-Cadre et doivent respecter les clauses prévues à l'article 13 présent CCP.

Les factures ne respectant pas ces modalités donnent lieu à suspension du délai de paiement, jusqu'à présentation d'une facture conforme.

En cas de régularisation donnant lieu à un avoir, ce dernier vient en déduction de la facture suivante et peut donner lieu à l'émission d'un remboursement si l'avoir représente 30% de la facture globale estimée et sur demande de TBS EDUCATION. Le remboursement est également admis à l'issue du marché subséquent si la facture de clôture ne permet pas la déduction de la totalité de l'avoir. Le remboursement s'effectue par virement sous 30 jours maximum.

Lors de la phase de bascule, le titulaire et le bénéficiaire se rapprochent pour envisager la faisabilité de l'échange des données informatisées, notamment le format d'échange des données selon les systèmes d'information utilisés par chacun.

Le montant de la facture doit tenir compte des variations éventuelles du taux ou de l'assiette des taxes applicables.

14.2.2. Scission des flux de facturation par contrat

Facture de résiliation (cas où le titulaire entrant se succède à lui-même)

Dans le cas où le titulaire est déjà le fournisseur d'un point de livraison, ce dernier ne peut intégrer dans la facturation au titre du présent marché la fourniture relevant du contrat antérieur qu'il soit en offre de marché ou au Tarif Réglementé de Vente.

En ce cas, le titulaire établit séparément une facture de résiliation pour la période antérieure au marché subséquent concerné, sans surcoût.

Séparation des flux de facturation par marché

Au cas où un fournisseur est titulaire de plusieurs marchés subséquents, le titulaire sépare les flux de facturation par marché.

Ainsi, même dans le cas où TBS EDUCATION sont concernés par des points de livraison dans plusieurs marchés dont le titulaire est le même fournisseur, ce dernier doit malgré tout séparer les flux de facturation par marché, le comptable public ne pouvant traiter une même facture regroupant des points de livraison rattachés à des marchés différents.

14.3. AVANCES

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché subséquent, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché subséquent. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 100 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché subséquent, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur un engagement du montant total de l'avance consentie, fixée à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance.

Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

15. OBLIGATIONS

15.1. OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE L'ACCORD CADRE DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS

La notification de l'Accord-Cadre **engage chacun des titulaires de l'Accord-Cadre à déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à chaque mise en concurrence.**

Les titulaires de l'Accord-Cadre, ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

15.2. OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE CHAQUE MARCHÉ SUBSEQUENT

15.2.1. Clause environnementale

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG FCS 2021, le contrat ne comporte pas d'obligations en matière de protection de l'environnement.

15.2.2. Information liée à l'évolution du prix de la fourniture d'énergie électrique et de gaz naturel

Les titulaires des marchés subséquents sont tenus d'informer TBS EDUCATION des évolutions réglementaires qui pourraient impacter le prix de la fourniture d'énergie électrique ou de gaz naturel. Cela est notamment le cas des révisions du TURPE, des ATRD et ATRT, des évolutions du catalogue de prestations, des évolutions du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre, des évolutions en matière de garanties de capacité, des certificats d'économie d'énergie ainsi que des évolutions des taxes et contributions.

À chaque mouvement tarifaire et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'entrée en vigueur de ces évolutions, le titulaire transmet par courriel à TBS EDUCATION les nouvelles conditions tarifaires applicables.

15.2.3. Communication de fichiers à TBS EDUCATION

En cas de nécessité, à la demande de TBS EDUCATION, le titulaire peut être amené à leur mettre à disposition les fichiers prévus à l'article 17 du CCP et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de la demande formulée.

Toutes les informations mentionnées ci-après sont adressées sous format numérique de type XLS par transmission électronique.

En cas de modification de l'adresse courriel de contact, le titulaire en sera informé par courriel.

Communication du fichier numérique mensuel des données de consommations et de facturation

Le titulaire d'un marché subséquent adresse à TBS EDUCATION, à chaque fin de mois et au plus tard sept (7) jours après la fin du mois, un fichier numérique reprenant l'ensemble des informations relatives aux données de consommations et de facturation, tel que défini à l'article 17.1 du présent CCP, pour toutes les factures émises durant le mois considéré sur l'ensemble des points de livraison.

Le titulaire est tenu de produire ce fichier et d'en assurer la transmission pour l'ensemble des périodes de facturation, y compris lorsque l'édition des factures est réalisée en dehors de la durée d'exécution des prestations de fourniture (cas des factures de clôture).

Communication du fichier numérique annuel des données de consommations et de facturation

Le titulaire d'un marché subséquent adresse à TBS EDUCATION, au plus tard au 31/01 N+1, un fichier numérique (feuillelet récapitulatif) reprenant l'ensemble des informations relatives aux données de consommations et de facturation annuelle, tel que défini à l'article 17.2 du présent CCP, pour toutes les factures émises de l'année sur l'ensemble des points de livraison.

Le titulaire est tenu de produire ce fichier et d'en assurer la transmission pour l'ensemble des périodes de facturation, y compris lorsque l'édition des factures est réalisée en dehors de la durée d'exécution des prestations de fourniture (cas des factures de clôture).

15.3. INTERLOCUTEUR PRIVILEGE DE TBS EDUCATION

Le titulaire met à disposition de TBS EDUCATION **un seul interlocuteur identifié**, quel que soit le nombre de marchés subséquents dont il est titulaire, tel que mentionné à l'article 11.1 du CCP et dans son mémoire technique.

Le titulaire veille à la continuité de la prestation en identifiant des interlocuteurs remplaçants.

Tous les échanges (oraux et écrits) se font en français.

Un accès téléphonique dédié disponible aux heures ouvrables sera mis en service à compter de la date de notification du marché.

15.4. COMMUNICATION PAR LES TITULAIRES

Préalablement à toute communication du titulaire, par voie de presse, commerciale ou publicitaire, relative aux prestations objet de l'Accord-Cadre, le titulaire transmet au coordonnateur de TBS EDUCATION, pour validation, le contenu de la communication envisagée, sauf s'il s'agit d'une simple mention, figurant sur ses supports commerciaux remis dans le cadre d'une réponse à un appel d'offres public (ou privé) en ce qui concerne les références de clients du titulaire.

Aucune communication ne peut être réalisée par le titulaire sans la validation formelle de TBS EDUCATION.

15.5. INFORMATION LIEE A LA MODIFICATION DES STATUTS DES TITULAIRES

Durant la période de validité de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents, le(s) titulaire(s) est / sont tenu(s) de communiquer à TBS EDUCATION, tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa/leurs société(s). S'il(s) néglige(nt) de se conformer à cette obligation, TBS EDUCATION ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du/des marché(s), du fait de modifications intervenues au sein de la / des société (s) et dont TBS EDUCATION n'aurait pas été informés.

16. ESPACE CLIENT EN LIGNE

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à mettre à disposition de TBS EDUCATION, un espace client dédié en ligne, sécurisé par identifiant et mot de passe, leur permettant notamment :

- Le suivi de leurs contrats et factures, des index de relève,
- Une visualisation et une extraction des informations de consommation et de facturation dans un format tableur non verrouillé contenant l'ensemble des informations présent sur la facture détaillée, avec une actualisation à chaque date d'émission de facture ;
- Une visualisation et une extraction des factures et de leur historique au format de type PDF ;
- Un accès à l'historique sur l'ensemble de l'exécution du contrat.
- La formulation de demandes concernant l'exécution du marché (questions, réclamations, ajout / retrait de PDL, interventions GRD, etc...)

Les documents de facturation doivent être disponibles sur la plateforme dès édition de la facture et pour tout l'historique du contrat.

Les factures devront être disponibles :

- Au format texte, en tant qu'image exacte des factures originales ;
- Au format tableur reprenant l'ensemble des données de facture détaillée

Chaque titulaire doit garantir un accès permanent à cet espace à TBS EDUCATION, sauf intervention technique nécessaire anticipée par le titulaire, limitée à 24h et avec un délai de prévenance d'au moins 48h, ou sauf cause externe en dehors du champ de responsabilité du titulaire.

Cet espace doit être parfaitement sécurisé en limitant l'accès à TBS EDUCATION ou à un tiers dûment habilité par TBS EDUCATION.

La mise à disposition des factures au format de type PDF et du ou des fichiers numériques des données de consommation et de facturation doit obligatoirement se faire en une seule manipulation.

Les moyens mis à disposition et l'accompagnement de TBS EDUCATION pour assurer cette fonctionnalité sont exposés dans le mémoire technique du titulaire.

Le candidat fournira dans son mémoire technique un accès "démonstration" de son espace client.

17. MISE À DISPOSITION DES DONNEES DE CONSOMMATIONS DE FACTURATION

17.1. FICHIER DES DONNEES DE CONSOMMATION ET DE FACTURATION

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant l'émission de chaque facture et sur cette même fréquence, le titulaire du marché subséquent met à disposition de TBS EDUCATION, l'ensemble des informations relatives aux données de facturation sous un format numérique de type tableur non verrouillé avec :

- En en-tête de colonne : Le libellé des champs de données ;
- Ligne par ligne : Les données concernant chaque point de livraison.

Au mémoire technique du titulaire figurent clairement les informations mentionnées dans ce fichier par son Système d'Information.

17.2. FEUILLET RECAPITULATIF ANNUEL

Pour chaque période de fourniture d'une durée égale à 12 mois, le titulaire met à disposition de TBS EDUCATION, un feuillet récapitulatif comportant le bilan des consommations, des puissances atteintes et des coûts, précisant les évolutions mensuelles, sur tableur exploitable ou compatible.

Ce feuillet récapitulatif mettra également en évidence les optimisations tarifaires à réaliser pour les points de livraison concernés.

Le modèle de feuillet récapitulatif ainsi que les délais et les modalités de sa mise à disposition sont décrits au mémoire technique du titulaire.

Les feuillets récapitulatifs remis respectent également les engagements pris par le titulaire dans son mémoire.

18. PENALITES

Des pénalités seront dues par chaque titulaire de marché subséquent dans les cas suivants, par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-FCS.

- **En cas d'erreur de facturation ou de non-conformité** avec les exigences du CCP, TBS EDUCATION sera en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement. Le titulaire dispose d'un délai de 14 jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité formulée par lettre recommandée (possibilité de recommandé électronique) par TBS EDUCATION. En cas de non-conformité renouvelée ou en l'absence de réponse, une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire et par facture non conforme sera appliquée à

compter du 15ème jour à dater de la réception de la demande par mail ou via l'espace client dédié.

- **En cas de défaut imputable au titulaire concerné uniquement pour le LOT N°1 :**
 - D'intégration d'un point de livraison à la date fixée dans le marché subséquent ou sur demande pour le rattachement d'un nouveau point de livraison tel que précisé à l'article 10.1 du présent document ;
 - De retrait d'un point de livraison à la date fixée dans la demande pour le détachement d'un point de livraison tel que précisé à l'article 10.2 du présent document ;

Le titulaire encourt une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard suivant la date de rattachement ou de détachement indiquée ;

- **En cas de non-transmission** à TBS EDUCATION, de la première facture dans un délai maximum de 90 jours calendaires à compter de fin de la période de facturation déterminée selon les modalités précisées aux articles 13.2 et 13.3, le titulaire encourt une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard et pour chaque première facture non transmise.
- **En cas de non-respect des délais de transmission des fichiers** définis au CCP à la demande de TBS EDUCATION, pour des questions ponctuelles, le titulaire fera l'objet d'une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire et par fichier à dater du jour suivant le délai défini au CCP.
- **En cas de dépassement du délai de traitement des demandes relatives à l'accès au réseau**, fixées au CCP (5 jours), recensées en dehors de tout délai lié au GRD lui-même, ou du délai d'information de TBS EDUCATION, relative au traitement du dossier par le GRD, le titulaire fera l'objet d'une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard à dater du jour suivant le délai fixé.
- **En cas d'indisponibilité de la plateforme de mise à disposition des données de facturation** en ligne définie à CCP, ou d'indisponibilité des données définies à l'article 17 du CCP, sur simple constat par un utilisateur de l'indisponibilité et en l'absence d'un cas prévu à l'article 17 du CCP, une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire d'indisponibilité débutant 48 heures après le jour du constat d'indisponibilité initial sera appliquée.
- **En cas de non mise à disposition des garanties d'origine** définis au CCP pour l'année N-1 et avant le 31 janvier N+1, le titulaire fera l'objet d'une pénalité de cinq cent (500) euros.
- **En cas de non-réponse à un marché subséquent** : en cas de non-réponse à un marché subséquent, et en l'absence de justification écrite de cette non-réponse, une pénalité de cinq cent (500) euros sera appliquée au titulaire sans mise en demeure préalable et versée au coordonnateur de TBS EDUCATION.

Ces différentes pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant maximum des pénalités est limité à **5%** du montant initial estimatif HTVA du marché subséquent concerné (fourniture et CEE, hors acheminement, hors taxes et TVA).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro.

19. AUTORISATION DE FOURNITURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL

Les fournisseurs souhaitant exercer l'activité d'achat d'électricité et/ou de gaz naturel pour revente aux consommateurs finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes doivent être titulaires d'une autorisation délivrée par l'autorité administrative conformément aux articles L 333-1 et L 443-1 suivants du Code de l'énergie et remise dans le dossier de candidature.

20. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, les attestations d'assurance en cours de validité établissant l'étendue de la responsabilité garantie devront être remises au pouvoir adjudicateur avec les attestations fiscales et sociales avant la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Ces attestations seront à fournir tout au long de la durée de l'accord cadre.

21. CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

En vertu de la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises (loi "Dailly") et des articles L.313-23 et suivants du Code Monétaire et financier, le titulaire peut céder ou nantir les créances liquides ou exigibles.

En vertu de l'article L.313-23 du Code Monétaire et financier, les cessions ou nantissemments de créances sont réalisées par simple remise par le cédant au cessionnaire d'un bordereau dénommé "acte de cession de créances professionnelles" ou "acte de nantissement de créances professionnelles". Après notification prévues à l'article L. 313-35 et selon les dispositions de l'article L.313-28, l'établissement de crédit (le cessionnaire) peut, à tout moment, interdire au débiteur de la créance cédée ou nantie de payer entre les mains du signataire du bordereau (le cédant). Dès lors, le débiteur ne se libère valablement qu'après de l'établissement de crédit.

De plus, par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, pour les personnes morales de droit public, à la demande du titulaire, TBS EDUCATION remet à ce dernier, un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (article R2191-46 du code de la commande publique). Ce certificat est ensuite notifié en recommandé par l'établissement de crédit cessionnaire ou par huissier en cas de cession ou nantissement à une autre personne morale au comptable public assignataire.

22. CONFIDENTIALITE et MESURES DE SECURITE

22.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Ce document est protégé par les droits de propriété intellectuelle et est la propriété exclusive du cabinet Unixial et de TBS EDUCATION. Ainsi, toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans autorisation expresse du cabinet Unixial et de TBS EDUCATION est strictement interdite.

22.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Chaque titulaire et TBS EDUCATION qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de TBS EDUCATION, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître les contenus. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

22.3. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 Avril 2016 applicable à compter du 25 Mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le Sous-traitant, titulaire du marché, est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement, l'acheteur public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : fourniture et acheminement en électricité et gaz naturel de TBS EDUCATION.

La nature des opérations réalisées sur ces données est :

- >Collecte (captation directe par le sous-traitant de données personnelles)
- >Organisation (classement des données par le sous-traitant)
- >Conservation (stockage des données sur une certaine durée par le sous-traitant)
- >Extraction (sélection de données pertinentes dans un ensemble de données par le sous-traitant)
- >Consultation (prise de connaissance des données par le sous-traitant)
- >Utilisation (toute forme d'exploitation des données par le sous-traitant)
- >Communication (diffusion des données par le sous-traitant, par exemple à un sous-traitant ultérieur de ce dernier)

La finalité du traitement est : fourniture et acheminement en électricité et gaz naturel et services associés

Les données à caractères personnel traitées sont les suivantes :

- >Nom/Prénom
- >Coordonnées téléphoniques
- >Adresse physique
- >Adresse électronique

Dans le cadre du traitement de données à caractère personnel décrit ci-dessus, le Sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données à caractère personnel uniquement aux fins de réalisation de la prestation objet du présent contrat, et conformément aux instructions du responsable de traitement ;
- Veillez à ce que TBS EDUCATION, et s'il y a lieu d'être, toutes les personnes agissant pour son compte, autorisés à traiter les données, soient soumis à une obligation de confidentialité ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité physique comme numérique des données à caractère personnel ;
- Aider le responsable de traitement à donner suite aux demandes dont les personnes concernées peuvent le saisir en vue d'exercer les droits qu'elles détiennent en vertu du règlement européen sur la protection des données, notamment en redirigeant sans délai de telles demandes s'il en reçoit vers l'adresse mail de TBS EDUCATION ;
- Aider le responsable de traitement à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des articles 32 à 36 du règlement européen sur la protection des données, notamment en l'informant sans délai de toute violation de données ;
- En fin de contrat, et au choix du responsable de traitement, supprimer ou restituer les données à caractère personnel au responsable de traitement, et le cas échéant de confirmer la suppression par écrit ;
- Ne recruter un autre sous-traitant qu'avec accord préalable du responsable de traitement, et le cas échéant, reporter sur cet autre sous-traitant l'ensemble des obligations prévue par la présente clause
- Mettre à la disposition du responsable de traitement toute information nécessaire lui permettant de vérifier le respect des obligations prévue par la présente clause.

23. RESILIATION ET DEFAILLANCE

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) pour les marchés.

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Par dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG FCS, dans un cas de résiliation autre que celui lié à une interdiction de fourniture d'électricité, la résiliation prend effet dans un délai de trente et un (31) jours à compter de sa notification de manière à ce que le changement de fournisseur pour les points de livraison concernés s'opère sans interruption de la fourniture.

Dans tous les cas, le changement de fournisseur consécutif à la résiliation s'effectue sans suspension de fourniture.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), si l'acheteur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire ou de ses sous-traitants au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du même Code, il enjoint aussitôt à l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise, mise en demeure par l'acheteur, doit apporter, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut, le marché pourra être rompu sans indemnités, aux frais et risques du cocontractant.

24. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- Dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG FCS apporté par l'article 15.2.1 du CCP
- Dérogation aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS apportée par l'article 18 du CCP
- Dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS apportée par l'article 20 du CCP
- Dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS apportée par l'article 21 du CCP
- Dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS apportée par l'article 23 du CCP

25. LISTE DES ANNEXES AU CCP

Annexe 1 : Le cadre de réponse technique- grille technique d'analyse détaillée par lot

Annexe 2 : Liste des points de livraison et des données associées par lot

Annexe 3 : Autorisation d'accès aux données du gestionnaire de réseau.